

1

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170313-D-2017-012-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-012

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

FINANCES

Objet : FIXATION DES TAUX DES TAXES LOCALES

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de l'article 1639 A du code général des impôts et de l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales, les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre doivent transmettre aux services fiscaux, au plus tard le 15 avril, les taux des impositions directes locales perçues à leur profit.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACTE

pour 2017 les taux d'impositions des trois taxes locales comme suit :

- Taxe d'Habitation à 31,61 %
- Foncier Bâti à 46,33 %
- Foncier Non Bâti à 66,48 %

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant,

VOTE

ces taux.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services



Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170313-D-2017-013-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-013

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

FINANCES

Objet : OPH DE THAU HABITAT - REFINANCEMENT PRETS CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATIONS - EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DU CREDIT FONCIER - GARANTIE DE LA VILLE A 100%

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Emile ANFOSSO, Catherine MARAVAL, Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

L'OPH de THAU HABITAT a sollicité le Crédit Foncier afin de refinancer 8 prêts souscrits auprès de la Caisse de Dépôts et Consignations entre les années 1989 et 1995.

Vu, la lettre du 16 janvier 2017 émanant de l'OPH THAU HABITAT sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 100 % de la ville de Sète pour deux prêts,

Vu, les contrats de prêt n°0 044 597 et n°0 044 598 du crédit foncier signés en date du 5 janvier 2017 pour financer le remboursement anticipé de 8 prêts Caisse des Dépôts et Consignations,

Vu, la lettre-avenant aux 2 contrats de prêt cités ci-dessus modifiant les montants de ces dits prêts,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 12,49 % des recettes réelles de la section de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 :

La Ville de Sète accorde sa garantie (solidaire) à l'OPH DE THAU HABITAT pour le remboursement à hauteur de 100 % de toutes les sommes dues au titre de 2 emprunts respectivement de 7.088.663,83 euros et de 8.285.080,98 euros à contracter auprès du CREDIT FONCIER DE FRANCE.

Ces prêts sont destinés à refinancer de la dette externe CDC Livret A en taux fixe.

Article 2 :

Les principales caractéristiques des prêts garantis à contracter auprès du CREDIT FONCIER DE FRANCE sont les suivantes :

Prêt n°1

Montant : 7.088.663,83 euros (Sept millions quatre-vingt-huit mille six cent soixante-trois euros et quatre-vingt-trois centimes)

Durée du prêt : 9 ans

Point de départ du prêt : 16/01/2017

Date de 1^{ère} échéance : 16/01/2018

Date de dernière échéance du prêt : 16/01/2026

Amortissement du capital : progressif

Périodicité des échéances : annuelle

Base de calcul des intérêts : 30/360

Contrat de prêt à taux fixe barème

Conditions financières : Taux fixe 1,20 %

Prêt n°2

Montant : 8.285.080,98 euros (Huit millions deux cent quatre-vingt-cinq mille quatre-vingt euros et quatre-vingt-dix-huit centimes)

Durée du prêt : 12 ans

Point de départ du prêt : 16/01/2017

Date de 1^{ère} échéance : 16/01/2018

Date de dernière échéance du prêt : 16/01/2029

Amortissement du capital : progressif

Périodicité des échéances : annuelle

Base de calcul des intérêts : 30/360

Contrat de prêt à taux fixe barème

Conditions financières : Taux fixe 1,15 %

Indemnité de remboursement anticipé : Indemnité actuarielle dans tous les cas avec un minimum de 6 mois d'intérêts et perception de frais de gestion correspondant à 1 % du capital restant dû avant remboursement (minimum : 800 € ; maximum : 3 000 €).

Définition de l'indemnité actuarielle :

Le remboursement anticipé donnera lieu à la perception par le Prêteur d'une indemnité actuarielle dans le cas où le taux de réemploi du capital remboursé est inférieur au taux du présent prêt.

Cette indemnité sera égale à la différence entre :

d'une part, la somme des charges prévues sur la période restant à courir prises en compte au prorata du remboursement anticipé et actualisées, à la date du remboursement, au taux de réemploi tel qu'il est déterminé à ladite date (si le remboursement intervient entre deux échéances, la première charge est diminuée du montant des intérêts courus),
et, d'autre part, le capital remboursé par anticipation.

Le taux de réemploi applicable sera le taux de rendement du titre de référence retenu. Le titre de référence est l'OAT (Obligation Assimilable du Trésor), si la durée de vie moyenne résiduelle du prêt, calculée comme stipulée ci-dessous, est supérieure à 5 ans, sinon le BTAN (Bons du Trésor à taux fixe et à intérêts annuels).

Article 3 :

La Ville de Sète renonce au bénéfice de discussion et prend l'engagement de payer, à première demande du CREDIT FONCIER DE FRANCE, toute somme due au titre de ce prêt en principal à hauteur de 100 %, augmentée des intérêts, intérêts de retard et tous autres frais et accessoires qui n'auraient pas été acquittés par l'OPH DE THAU HABITAT à leur date d'exigibilité, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil Municipal autorise, en conséquence, son représentant à signer le contrat de prêt ou l'acte de cautionnement en application de la présente délibération accordant la garantie sus visée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE


sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement de deux emprunts souscrits par l'OPH THAU HABITAT pour financer le remboursement des huit prêts Caisse des Dépôts et Consignations» selon les conditions précitées,

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170315-D-2017-014-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-014

FINANCES

Objet : SEMOP L'EAU D'ISSANKA - FINANCEMENT INVESTISSEMENTS - EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE LR - GARANTIE DE LA VILLE A 40%

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu, la nécessité de la Société d'économie Mixte à Opération Unique SEMOP l'eau d'Issanka de procéder à des investissements,

Vu, la proposition de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon du 8 novembre 2016 pour financer les investissements de la SEMOP par quatre prêts d'un montant total de 6,2 M €,

Vu, la lettre du 20 février 2017 émanant de la SEMOP sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 40 % de la ville de Sète pour les prêts précités,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 12,49 % des recettes réelles de la section de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 :

La Ville de Sète accorde sa garantie à la SEMOP L'eau d'Issanka pour le remboursement à hauteur de 40 % de toutes les sommes dues au titre de 4 emprunts pour un montant total de 6,2 M euros à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon.

Article 2 :

Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon sont les suivantes :

1^{ère} PHASE : Phase de mobilisation revolving

Montant : 6 200 000 €. Le montant disponible correspond au montant des tirages réalisés et des prêts Long Terme consolidés.

Durée : 36 mois maximum

Taux d'intérêt : Euribor 3 Mois + 0,88% (Si l'Euribor 3 Mois est négatif alors le Taux d'intérêt sera égal à la marge)

Remboursement : Possible à tout moment, sans indemnité

Commission d'engagement : 0,15 %

2^{ème} PHASE : Phase d'amortissement

Montant Total des prêts Long Terme à consolider : 6 200 000 €

Caractéristiques des 4 prêts Long Terme :

Caractéristiques	Prêt 1	Prêt 2	Prêt 3	Prêt 4
Montant	2 000 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 200 000 €
Durée du prêt (Durée inférieure à celle de la fin de la DSP)	9 ans maximum	8 ans maximum	7 ans maximum	7 ans maximum dont 1 an de différé d'amortissement
Date de départ d'amortissement du prêt	12 mois maximum après la date de signature du contrat	24 mois maximum après la date de signature du contrat	36 mois maximum après la date de signature du contrat	36 mois maximum après la date de signature du contrat
Taux Fixe	1,51%	1,61%	1,71%	1,76%
Périodicité	Trimestrielle			

Amortissement	Progressif (Echéances Constantes)
Remboursement Anticipé	Possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
Garanties	Caution de Suez Eau France à hauteur de 60% Garantie de la Ville de Sète à hauteur de 40 %

Article 3 :

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 40 % des montants contractés.

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 2 480 000 €.

La garantie accordée par la Ville de SETE est un cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 40%, augmentées dans la même proportion de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

Article 4 :

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SEMOP « L'Eau d'Issanka », le cautionnement pourra être mis en jeu. La Ville devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

Article 5 :

Le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE

la garantie de la ville à hauteur de 40 % pour le remboursement de quatre emprunts souscrits par la SEMOP l'eau d'Issanka pour financer ses investissements selon les conditions précitées,

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170313-D-2017-016-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-015

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : COMMISSION MUNICIPALE DES FINANCES - COMPOSITION -
RENOUVELLEMENT

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGES, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du 20 juin 2014, nous avons procédé à la désignation des membres du conseil Municipal appelés à siéger au sein de la Commission municipale des Finances.

Par courrier du 13 janvier 2017, la liste Puissance Sète Le Rassemblement souhaite proposer Monsieur Christian DALMON et Madame Marie-Christine VION-LECLERC pour les représenter.

Par courrier du 13 janvier 2017, la liste Puissance Sète Le Rassemblement souhaite proposer Monsieur Christian DALMON et Madame Marie-Christine VION-LECLERC pour les représenter.

Je vous propose ainsi de procéder au renouvellement intégral des membres de la commission municipale des Finances, vous rappelant que, dans les communes de plus de 1000 habitants, la composition des commissions municipales doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Comme l'autorise l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, je vous propose que le vote se déroule, si vous en êtes tous d'accord, à main levée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE à l'unanimité qu'il soit procédé à la désignation des représentants du Conseil municipal dans la commission municipale des Finances, à main levée,

DESIGNE à l'unanimité les membres de cette commission.

COMMISSIONS DES FINANCES

10 membres, plus le Maire, Président de droit - Représentation proportionnelle pluraliste : chacune des 3 listes est représentée : 7 élus / 2 élus / 1 élu.

Sont candidats :

- Liste a :

- Mme Corinne PARAIRE-AZAIS
- Mme Anne de GRAVE
- M. Antoine DE RINALDO
- M. Rudy LLANOS
- M. Hervé MERZ
- M. Sébastien PACULL

- Liste b :

- M. Christian DALMON
- Mme Marie-Christine VION-LECLERC

- Liste c :

- M. Gaétan LIGUORI

Inscrits : 42


Votants : 42

Sont désignés :

- Mme Corinne PARAIRE-AZAIS
- Mme Anne de GRAVE
- M. Antoine DE RINALDO
- M. Rudy LLANOS
- M. Hervé MERZ
- M. Sébastien PACULL
- M. Christian DALMON
- Mme Marie-Christine VION-LECLERC
- M. Gaétan LIGUORI

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

 Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-016

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

TOURISME

Objet : MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU COMITE DE DIRECTION DE L'OFFICE DE TOURISME

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Marie DE LA FOREST Adjointe s'exprime en ces termes :

Le conseil municipal a défini la nouvelle composition du comité de direction de l'Office de Tourisme par délibération le 6 mai 2014 (D-2014-091).

L'activité croisières est en pleine expansion du fait des aménagements réalisés au sein du port de commerce, dont les infrastructures permettent désormais d'accueillir des navires de grosse capacité. 49 escales sont annoncées en 2017, soit une augmentation de 36% par rapport à 2016, pour un nombre de passagers estimé à 45 000, soit une hausse de 89%. En 2018, le nombre de passagers devrait atteindre 100 000.

Afin de tenir compte de ce marché pouvant générer des retombées estimées à 5 000 000 euros par an, nous proposons de modifier la composition du comité de direction de l'Office de Tourisme et de rajouter un membre titulaire et un membre suppléant en tant que personnalité qualifiée en matière de croisières.

Suite au vote de la loi Montagne, qui a permis aux offices de tourisme des stations classées de déroger au transfert de la compétence « promotion du tourisme et création d'offices de tourisme », la Ville de Sète a choisi de conserver un office de tourisme à vocation communale. Néanmoins, il apparaît nécessaire d'intensifier les collaborations entre les différents offices de la communauté d'agglomération et de mettre en place une promotion de la destination. De ce fait, nous proposons d'ajouter au comité de direction un membre titulaire et un membre suppléant représentant la communauté d'agglomération.

Les représentants de la Ville de Sète devant être majoritaires, un membre titulaire et un membre suppléant choisis parmi les élus de la Ville sont également ajoutés. Il s'agit de Colette JAMMA et de Jocelyne GIZARDIN, ce qui porte le nombre total de membres à 21 titulaires et 21 suppléants.

La composition du comité de direction est arrêtée comme suit :

1.1/ La liste des élus désignés par le Conseil Municipal pour siéger à l'Office de Tourisme reste inchangée :

Titulaires		Suppléants	
1	François COMMEINHES	1	Michel BODART
2	Marie de LA FOREST	2	Gérard NAUDIN
3	Anne de GRAVE	3	Hervé MERZ
4	Antoine DE RINALDO	4	Romain FERRARA
5	Rudy LLANOS	5	Dominique CHABANEL-VIE
6	Emile ANFOSSO	6	Vincent SABATIER
7	Gérard CASTAN	7	Céline DROUET-PAILHES
8	Jocelyne CASSANY	8	Patrick ANDRE
9	Christelle ESPINASSE	9	Sébastien PACULL
10	Jean-Marie TAILLADE	10	Virginie ANGEVIN
11	Colette JAMMA	11	Jocelyne GIZARDIN

1.2/ Les représentants désignés par leurs organisations socio-professionnelles et les personnes qualifiées pour siéger à l'Office de Tourisme sont les suivants :

Titulaires		Suppléants	
12	Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière Sète Bassin de Thau	12	Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière Sète Bassin de Thau
13	Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière Sète Bassin de Thau	13	Culture (Festivals)
14	Fédération Nationale des Agences Immobilières	14	Fédération Nationale des Agences Immobilier
15	Fédération Nationale de l'Hôtellerie de Plein Air	15	Syndicat National des Agents de Voyage
16	Personnalité qualifiée Tourisme	16	Société d'Exploitation des Petit Trains
17	Personne qualifiée Activité croisières	17	Personne qualifiée Activité croisières
18	Association des Commerçants	18	Association des Commerçants de la Corniche
19	Chambre de Commerce et d'Industrie	19	Chambre de Commerce et d'Industrie
20	Port Sud de France	20	Port Sud de France
21	Communauté d'agglomération du bassin de Thau	21	Communauté d'agglomération du bassin de Thau

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

la nouvelle composition du comité de Direction de l'Office de Tourisme de Sète avec un nombre total de 21 membres titulaires et 21 membres suppléants.

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou son suppléant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services
Général
Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-017

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONTRAT VILLE 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Politique de la Ville désigne la politique mise en place par les pouvoirs publics, en complément du droit commun sur certains quartiers où des difficultés se cumulent, afin de réduire les inégalités sociales et les écarts de développement entre les territoires.

Cette politique s'est concrétisée par la signature d'un contrat de ville 2015-2020, sous la gouvernance de Thau agglo, signé notamment par l'Etat, le Conseil régional, le Conseil départemental, la commune, Thau agglo., la C.A.F. et les bailleurs sociaux.

Les nouveaux principes fixés dans la loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014 et la circulaire du Premier Ministre du 30 juillet 2014 ont été respectés en particulier les 3 piliers d'intervention et le nouveau périmètre des quartiers prioritaires.

Les 3 piliers autour desquels s'engageront les partenaires sont :

- Un pilier cohésion sociale
- Un pilier développement de l'activité économique et de l'emploi
- Un pilier cadre de vie et renouvellement urbain.

Les quartiers prioritaires de la ville sont :

Ile de Thau et Centre ville/ Ile Sud.

Le quartier **de l'Ile de Thau** comprend la totalité des immeubles gérés soit par l'OPH soit par Hérault Habitat.

Le quartier **Centre ville / Ile sud** s'étire sans discontinuité sur 3 zones délimitées de la façon suivante (dans la limite de la numérotation):

La première au début du Quartier Haut : des parcelles de la rue Rapide à la rue Paul Valéry s'arrêtant rue Villefranche et se prolongeant sur une partie du quartier Cœur de ville pour des parcelles de la rue Jean Jaurès et de la rue Raymond Lefèvre à la rue colonel Fabien.

La deuxième au bas du quartier Révolution : des parcelles du bas de l'avenue Max Dormoy à la rue Montmorency s'arrêtant rue Révolution et rues du 11 Novembre et du Député Molle

La troisième pour une partie du quartier des 4 Ponts: des parcelles longeant les rues Lazare Carnot, la Peyrade et Pierre Sépard.

Ces périmètres Centre ville/Ile sud sont à peu près les périmètres retenus dans le cadre du projet de requalification des quartiers anciens dégradés que mène la ville depuis 2011.

Un appel à projets pour cette année a été lancé pour les 2 quartiers retenus, avec une date limite de réponse fixée au 15 novembre 2016 à 17h.

A la suite de cet appel à projets, les dossiers transmis par les dépositaires ont été pré-instruits par le service politique de la ville puis par les services des différents partenaires en Comités de lecture le 16 décembre 2016, pour être enfin présentés au Comité de Pilotage du 23 Mars 2017 pour validation et décision financière des financeurs.

Compte tenu des ultimes concertations réalisées, nous avons retenu un certain nombre d'actions conduites par diverses associations, détaillées ci-dessous par pilier :

PILIER COHESION SOCIALE :

AXE 1 LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT DES PUBLICS FRAGILES – PROMOUVOIR LE LIEN SOCIAL ET LA CITOYENNETE

ACTION 1 : Développer l'accès aux Droits par un renforcement de l'accueil, de l'information et de l'orientation des publics des QPV

Nom association : ADIAV

«Intitulé action : aides aux victimes de violences et prévention de la délinquance à Sète

Sous-total : 2100 €

Nom association : CDAD

«Intitulé action : Sète accès au droit : consultations juridiques gratuites

Sous-total : 2500€

Nom association : centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Hérault

«Intitulé action : Permanences de conseil conjugal et familial.

Sous-total : 1500€

Nom association : Renaissance 34
«Intitulé action : Lutte contre les discriminations
Sous-total : 1500 €

Nom association : Léo Lagrange Méditerranée
«Intitulé action : Lutte et prévention du surendettement
Sous-total : 1500 €

ACTION 3 : Soutien à la cohésion sociale par la solidarité et la citoyenneté dans les QPV

Nom association : A.P.S. 34
«Intitulé action : Actions collectives d'animation de proximité et de socialisation
Sous-total : 1000€.

Nom association : Concerthau
«Intitulé action : Le gout de la mémoire cuisine moi une chanson
Sous-total : 1000€.

Nom association : Conseil citoyen de l'île de Thau
«Intitulé action : Fonctionnement conseil citoyen
Sous-total : 1000€.

Nom association : Conseil citoyen centre ville île sud
«Intitulé action : Fonctionnement conseil citoyen
Sous-total : 1000€.

Nom association : Nouas
«Intitulé action : La citoyenneté via numérique
Sous-total : 500€.

Nom association : Femme du soleil
«Intitulé action : lutte contre le repli communautaire
Sous-total : 1000€.

AXE 2 FAVORISER L'ACCES AUX SOINS PHYSIQUES ET PSYCHIQUES ET A LA PREVENTION SANTE

ACTION 2 : Développer une politique de prévention et de prise en charge globale des problématiques de santé en QPV

Nom association : Code 34-48 (ex Portia)
«Intitulé action : unités mobiles « portia » de prévention et de réduction des risques en addictologie auprès des publics et professionnels
Sous-total : 1500 €

Nom association : Planning Familial
«Intitulé action : Prévention santé-citoyenneté- Egalité Sète
Sous-total : 1200 €

Nom association : Via Voltaire
«Intitulé action : Animation du réseau interprofessionnel sur le thème des violences conjugales
Sous-total : 2000 €

Nom association : Via Voltaire
«Intitulé action : Prise en charge des auteurs de violences conjugales.
Sous-total : 1000 €

Nom association : Via Voltaire
«Intitulé action : Prise en charge des enfants
Sous-total : 500 €

Nom association : Maison des adolescents
«Intitulé action : Permanences
Sous-total : 2000€.

AXE 3 FAVORISER LA REUSSITE EDUCATIVE ET L'EGALITE DES CHANCES

ACTION 2 : Développer les outils du projet éducatif global

Nom association : Collège Victor Hugo
«Intitulé action : classe relais
Sous-total : 3000€.

ACTION 3 : Soutenir la parentalité et lutter contre l'illettrisme pour renforcer le projet éducatif global

Nom association : Etre o monde
«Intitulé action : Point écoute Familles causeries
Sous-total : 300€.

Nom association : Concerthau
«Intitulé action : L'école des mères
Sous-total : 1500 €.

Nom association : Concerthau
«Intitulé action : Lecture en chemin
Sous-total : 1000 €.

Nom association : Horizon
«Intitulé action : Sensibiliser les habitants sur l'enjeu de leur état de santé
Sous-total : 2800 €.

AXE 4 FAVORISER L'ACCES AUX ACTIVITES CULTURELLES, SPORTIVES ET DE LOISIRS

ACTION 1 : Appui à la cohésion sociale par les activités culturelles, sportives et de loisirs

Nom association : ASPTT SETE
«Intitulé action : Accès à la pratique sportive pour tous les jeunes du quartier sensibles féminines handicap
Sous-total : 1500 €.

Nom association : Ecole française de Taekwondo
«Intitulé action : sport de combat et citoyenneté
Sous-total : 1500 €.

Nom association : Cap au Large
« Intitulé Action : Découverte de la navigation à voile et des métiers de la mer.
Sous-Total / 1500 €

Nom association : Cap Brassens
«Intitulé action : Renouveau du quartier Brassens
Sous-total : 1500 €.

Nom association : Culture urbaine sans frontière
«Intitulé action : Educipop
Sous-total : 1200 €.

Nom association : L'Awantura
«Intitulé action : l'heure bleue
Sous-total : 500 €.

Nom association : Hérault sport
«Intitulé action : Sète sport pour toi
Sous-total : 500 €.

Nom association : Iron bars 34
«Intitulé action : Actions sportives culturelles éducatives en lien avec le workout summer beach
Sous-total : 2000 €.

Nom association : Les petits débrouillards
«Intitulé action : Sciences dans mon quartier
Sous-total : 2000 €.

Nom association : MJC la passerelle
«Intitulé action : Ateliers libre itinérants en centre ville
Sous-total : 2000 €.

Nom association : MJC la passerelle
«Intitulé action : Pratiques des arts vivants et la toile de la passerelle
Sous-total : 2000 €.

Nom association : Médiathèque André Malraux
«Intitulé action : Tremplin vers la parentalité
Sous-total : 3000 €.

Nom association : Mot pour Mot
«Intitulé action : j't'emmène au théâtre
Sous-total : 1280 €.

Nom association : Mot pour Mot
«Intitulé action : les Bip
Sous-total : 1280 €.

Nom association : Secours populaire
«Intitulé action : actions culturelles
Sous-total : 500 €.

Nom association : Odyssée plongée
«Intitulé action : opération Némé
Sous-total : 1000 €.

Nom association : Rollers Thau Club
«Intitulé action : Pratique du roller en QPV et lien social
Sous-total : 1200€.

Nom association : Sète Badminton club

«Intitulé action : sport facteur d'intégration et d'épanouissement pour tous

Sous-total : 1000 €.

Nom association : Taekwondo lighting

«Intitulé action : Une école d'auto éducation

Sous-total : 1000 €.

Nom association : Training camp

«Intitulé action : Apprentissage des règles de la citoyenneté et de la République à travers la pratique des sports de combats (NA).

Sous-total : 500 €.

Nom association : Unaenime Collective

«Intitulé action : du circuit bending à la création

Sous-total : 1000 €.

Les mêmes comités ont instruit puis validé les actions suivantes sous l'appellation Ville Vie Vacances qui se passent essentiellement pendant des périodes de vacances scolaires pour les jeunes des quartiers prioritaires :

Nom association : Odyssée plongée

«Intitulé action : Opération Hippocampe

Sous-total : 1000 €.

Nom association : Sète Expo Sciences

«Intitulé action : Sciences à la passerelle

Sous-total : 800 €.

Nom association : MJC la passerelle

«Intitulé action : camp enneigé

Sous-total : 500 €.

Nom association : MJC la passerelle

«Intitulé action : Musicos'tour

Sous-total : 2000 €.

Nom association : Centre de Loisirs Jeunes

«Intitulé action : Sète 2017

Sous-total : 9000 €.

Nom association : Les arts buissonniers

«Intitulé action : labo ciné sciences et pédagogie

Sous-total : 1000 €.

Les mêmes comités ont instruit puis validé les actions suivantes sous l'appellation Fonds Interministériel de Prévention de la délinquance qui se passent essentiellement pendant des périodes de vacances scolaires pour les jeunes des quartiers prioritaires :

Nom association : centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Hérault

«Intitulé action : Accueil de jour

Sous-total : 2000€

PILIER CADRE DE VIE – RENOVATION URBAINE:

AXE 1 : favoriser l'accès au logement pour tous-renforcer la mixité sociale et fluidifier les parcours résidentiels.

Action3 : Accueil et accompagnement des habitants.

Nom association : compagnons Bâtisseurs

«Intitulé action : ateliers de quartiers Sète

Sous-total : 900 €.

Nom association : Secours populaire

«Intitulé action : Mieux vivre chez soi

Sous-total : 700 €.

Nom association : Habitat jeunes et bassin de Thau.

«Intitulé action : Boutique Logement.

Sous-total : 3800 €.

PILIER ECONOMIE – EMPLOI – INSERTION:

Axe 1 : développer et maintenir l'activité économique au bénéfice des habitants des QPV

Action 6 : développer l'accueil et l'accompagnement des entreprises et des nouveaux dispositifs

Nom association : BGE

«Intitulé action : Créacités

Sous-total : 490 €.

Axe 3 : accompagner l'accès et le maintien dans l'emploi des habitants des Q.P.V.

Action 7 : accompagnement à l'emploi et à l'insertion des publics en difficulté, promotion des métiers et développement de l'apprentissage

Nom association : Lycée général technologique

«Intitulé action : Musée lycéen

Sous-total : 1500 €.

Action 9 : Lutter contre l'illettrisme et la fracture numérique et faciliter l'acquisition des savoirs de base pour faciliter la recherche d'emploi

Nom association : Apije

«Intitulé action : Espace numérique d'inclusion socio professionnelle

Sous-total : 2500 €.

Nom association : Concerthau

«Intitulé action : Bien dans ses baskets

Sous-total : 2000 €.

TOTAL GENERAL : 87 550€

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ATTRIBUE

l'ensemble de ces subventions, dont le montant sera prélevé sur les crédits inscrits au budget de la Commune sous l'imputation suivante :
Fonction : 824 – nature : 6574 – service : COHSOC ;

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire, ou son représentant, à signer tous documents inhérents à l'application de la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 40 VOIX POUR ET 2 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170315-D-2017-018-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-018

ACTION SOCIALE

**Objet : JARDINS FAMILIAUX - ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR -
DENOMINATION**

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGES, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète est propriétaire d'une parcelle de terrain, située à l'île de Thau, accessible par la rue des fauvettes et la rue des rouges-gorges.

Des travaux d'aménagement ont été menés afin de diviser cette parcelle en 30 lots délimités, destinés à des jardins familiaux communaux.

La création de jardins familiaux sur ce site offrira la possibilité à des sétois, de cultiver et d'entretenir une parcelle de terrain à des fins personnelles, à l'exclusion de toute finalité commerciale.

Quelques parcelles sont, en outre, réservées au profit d'associations et institutions œuvrant dans le cadre de projets dûment inscrits dans les axes préalablement définis des politiques conduites par la Collectivité.

Cette démarche solidaire qui favorisera la mixité sociale tout en promouvant le respect de l'environnement, s'inscrira pleinement dans les actions engagées par la Commune en développant la vie associative et la participation des habitants.

Ces jardins familiaux communaux seront mis gracieusement à la disposition d'habitants de la Commune ; en contrepartie de la mise à disposition d'un lot, les jardiniers tirés au sort parmi les demandeurs seront tenus à un certain nombre d'obligations.

Afin de permettre la bonne tenue ainsi que la bonne administration de ces jardins familiaux communaux, un règlement intérieur a été établi en vue de définir précisément leurs conditions d'utilisation ; il sera remis à chaque nouveau bénéficiaire.

Il est proposé au Conseil Municipal l'adoption du règlement intérieur en vue d'arrêter les modalités d'attribution des jardins familiaux ; ce document indique les conditions ainsi que la durée de mise à disposition des lots et précise les droits et devoirs de chacun des bénéficiaires.

Notamment,

- répartition en nombre égal, entre les habitants des deux quartiers prioritaires de la ville de Sète (Ile de Thau et Centre-ville Ile sud) et ceux des autres quartiers de la Commune,
 - attributions par tirage au sort, pour une année renouvelable deux fois par tacite reconduction,
 - participation des bénéficiaires à la démarche d'économie de la ressource en eau potable pour irriguer des cultures ; toute surconsommation d'eau relevée à partir des compteurs divisionnaires dont chaque lot est équipé (au-delà de la consommation moyenne estimée raisonnable et établie à 1m3/an par m2) fera l'objet d'une refacturation par la Ville,
 - mise en valeur des parcelles, allées et espaces communs dans le respect de l'écologie,
 - participation aux travaux collectifs portant essentiellement sur les allées et abords.
- Il est proposé, en outre, de donner à ce lieu le nom de Rakrouki Salah, né le 20 octobre 1936 en Algérie. Sétois d'adoption, Monsieur Rakrouki s'est installé à Sète en 1963 et a œuvré dans le quartier de l'Ile de Thau pour y cultiver ce que les sétois nommaient le « jardin RAKROUKI ».

En 1978, Monsieur Rakrouki fait connaissance avec la famille Holstein, un accord est trouvé pour une location d'un jardin sous la forme de troc (livraison en saison d'un 'panier de légumes' par semaine).

Ce jardin, où il élève également des poules et des lapins, est une opportunité pour réunir sa grande famille qui compte 10 enfants (mariages, anniversaires, méchoui, etc...).

De 1978 à 2014, Monsieur Rakrouki cultive ce jardin avec passion, il partage ses légumes avec des voisins et amis du quartier.

Le 10 mai 2014 en rentrant du jardin, il se fait renverser sur un passage piéton, il décède un mois plus tard.

Afin d'honorer la mémoire de cet homme pour qui la solidarité et le partage n'ont pas été de vains mots, je vous propose de dénommer les jardins familiaux de l'Ile de Thau « jardin RAKROUKI ».

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte

le règlement intérieur des jardins familiaux de l'Ile de Thau, annexé à la présente délibération,

DENOMME

cet espace « jardin RAKROUKI »,


AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services



Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-019

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

ACTION SOCIALE

**Objet : DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE L'INDECENCE ET L'INDIGNITE DES
LOGEMENTS - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CAISSE
D'ALLOCATIONS FAMILIALES**

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Michel BODART Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète mène depuis de nombreuses années une politique de lutte contre l'habitat indigne, grâce à :

- un travail de repérage de terrain et de prise en compte des plaintes des occupants de ces habitats ;
- son implication dans la mise en place de dispositifs adéquats de résorption de l'habitat indigne (dispositifs OPAH-RU, PIG) ;
- un investissement financier en matière de logement, tant au travers d'un dispositif de restructuration foncière (PNRQAD) que dans l'augmentation constante de la part du parc locatif social ;

- une politique d'intervention coordonnée avec l'ensemble des partenaires intervenant en ce domaine (Ville, Thau Agglo, ARS, DDTM, OPAH-RU, PIG, ADIL, travailleurs sociaux associatifs, communaux et départementaux,).

Pour la Ville de Sète, la lutte contre l'habitat indigne nécessite d'utiliser tous les moyens d'action à sa disposition, depuis le conseil aux locataires et propriétaires, jusqu'à la conduite de procédures réglementaires (arrêtés de logements insalubres, de périls, etc...) ou coercitives (PV adressé au Procureur de la République).

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) confère à l'action indécence un moyen supplémentaire pour réduire l'habitat indigne, en permettant la consignation des aides au logement versées par les organismes payeurs des aides au logement, dès réception d'un constat de non décence et ce jusqu'à la mise en conformité d'un logement indécemment.

Pour la mise en place de ce dispositif, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault a proposé à la Ville de Sète de passer une convention, en vue d'habiliter le Service Communal d'Hygiène et de Santé de la ville de Sète pour lui transmettre tout constat de non décence, après enquête sanitaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE


le projet de convention entre la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault et la Ville relative au dispositif de lutte contre l'indécence et l'indignité des logements ;

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à le signer ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services
Secrétariat Général

Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170315-D-2017-020-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de  **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-020

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : ECOLE DES BEAUX ARTS - ADHESION A L'ASSOCIATION NATIONALE DES CLASSES PREPARATOIRES PUBLIQUES AUX ECOLES SUPERIEURES D'ART

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGES, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Christelle ESPINASSE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L2121-29,

Vu la délibération du 30 novembre 2015 donnant délégation à Monsieur le Sénateur-Maire, aux fins d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,

Considérant la qualité et l'intérêt de l'activité de cette association tant au niveau communal que national, telle que motivée dans le tableau suivant :

ASSOCIATIONS	MONTANT DE L'ADHESION 2017	MOTIVATIONS DE L'ADHESION
- L'Association Nationale des Classes Préparatoires Publiques aux Ecoles Supérieures d'Art (APPEA) - Siège social : 2 rue Y TOUDIC 75010 Paris	515,00 €	<p>La formation dispensée à Sète est dorénavant reconnue au niveau national.</p> <p>Cette offre de formation est donc considérée à présent comme l'une des « Préparations artistiques » appelant soutien de l'Etat (octroi du Statut Etudiant, délivrance des bourses et accès aux services interuniversitaires communs des CROUS) ce qui positionne l'école des beaux-arts de Sète comme un interlocuteur privilégié des institutions.</p> <p>Cette reconnaissance activement soutenue par l'APPEA en sa qualité d'interlocutrice du Ministère de la Culture et de la Communication, nécessite à présent que la Ville de Sète adhère à cette association nationale afin de pouvoir intégrer son Bureau et en vue, notamment, de participer aux discussions avec les services concernés de l'Etat.</p>

Considérant l'obligation de paiement de la cotisation conditionnant l'adhésion de la ville de SETE,

Considérant que l'adhésion reste de la compétence du Conseil Municipal en application du CGCT,

Considérant la notion d'intérêt public local de l'adhésion de la ville à cette association,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE l'adhésion à cette association,

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire à donner pouvoir au directeur de l'école des beaux arts en vue de siéger et voter aux réunions et Assemblées Générales de l'association APPEA,

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire, ou son représentant, à signer ces documents ainsi que tous documents s'y rapportant,

DECIDE que les dépenses afférentes seront prises annuellement, après appel à cotisation fixé par l'assemblée générale de l'association sur les budgets alloués :

Gest : Culture Nature : 6281 Fonction : 312 Service : Arts antenne beaux arts

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services
Secrétariat Général
Hérault
Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170313-D-2017-021-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

10
ville de sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-021

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : MANIFESTATION MUSICALE WORLD WIDE FESTIVAL - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA SOCIETE SNAPSHOT

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Christelle ESPINASSE Adjointe s'exprime en ces termes :

La société Snapshot organise depuis plus de 10 ans, une manifestation musicale intitulée le Worldwide Festival (WF) qui remporte un grand succès notamment auprès des jeunes et plus particulièrement auprès d'un large public anglo-saxon qui rejoint Sète pour une semaine de fête et de musique.

Les hôtels et les restaurants sétois pourront donc cette année encore bénéficier de l'arrivée de jeunes anglais enchantés de venir ou de revenir à Sète.

Du 3 au 9 juillet 2017, le World Wide Festival va animer la ville dans différents lieux, dont : le Centre Régional d'Art Contemporain (CRAC), la plage et le Théâtre de la Mer.

En touchant un vaste public étranger mais aussi de nombreux jeunes de la Région, le festival est une véritable vitrine pour Sète et permet de véhiculer l'image de Sète à l'étranger.

Les élus de la Région Occitanie, sensibles à la démarche de la société Snapshot, ont choisi d'apporter leur soutien financier à cette manifestation.

Conformément aux dispositions de l'article L 1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de la Région a donc été sollicité par courrier afin d'obtenir son accord, dans un esprit de complémentarité, pour que la Ville de Sète puisse également aider cette société privée.

La Région va donc délibérer dans ce sens.

Il vous est aujourd'hui proposé de passer avec Snapshot une convention d'objectifs pour l'attribution d'une subvention de 60 000 € sous réserve de l'accord de la région.

La Ville de Sète apporte à Snapshot, par ailleurs, des aides logistiques non négligeables :

- Mise à disposition du Théâtre de la mer d'une valeur de 20 020 €
- Mise à disposition et prêt de matériel pour les concerts extérieurs au Théâtre de la Mer.

Toutes ces aides sont formalisées dans la convention d'objectifs qui vous est présentée et qui fixe de manière officielle les relations de la Ville et de Snapshot pour l'édition 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE cette convention,

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire ou l' élu délégué à signer tout document s'y rapportant,

AUTORISE la dépense qui sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 6574 Fonction : 30 Service : Culture

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170315-D-2017-022-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-022

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EDUCATION

Objet : SENSIBILISATION DES ENFANTS A LA SECURITE ELECTRIQUE - CREATION D'UN CONCEPT PEDAGOGIQUE "TOUS AU COURANT" - CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC LA SOCIETE ENEDIS

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

La Société ENEDIS DIRECTION Hérault, a proposé à la ville de SETE de sensibiliser les enfants de façon ludique, à la sécurité électrique, au travers d'un concept pédagogique « TOUS AU COURANT »,

Consciente de l'enjeu et l'intérêt de délivrer un tel message auprès des enfants, la ville souhaite mettre en œuvre cette action et sollicite la société ENEDIS afin de définir les conditions de ce partenariat.

Un projet de convention de partenariat a été élaboré pour déterminer les engagements de chacun, à savoir :

- Concernant la Société ENEDIS, la mise à disposition, à titre gracieux, des kits pédagogiques dans les écoles primaires de la ville,
- Concernant la Ville, l'utilisation de ce Kit « TOUS AU COURANT », à l'occasion d'ateliers sur les temps scolaires, périscolaires ou extrascolaires et de le réemployer durant 3 années consécutives, afin de sensibiliser le maximum d'enfants aux risques électriques.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le projet de convention de partenariat entre la ville et la Société ENEDIS
DIRECTION,

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer cette convention
ainsi que tout document s'y rapportant.


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170313-D-2017-023-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-023

PERSONNEL

Objet : MISES A DISPOSITION D'AGENTS

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 instaurant la possibilité d'une mise à disposition au profit d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Les statuts de la Fonction Publique Territoriale (loi n° 84-364 du 26/01/1984 et le décret 2008-580 du 18/06/2008 modifiés) prévoient notamment que les agents fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet après avis de la CAP, d'une mise à disposition au profit d'autres collectivités territoriales, d'établissement publics ou d'organismes d'intérêt général (association...).

Dans ce cadre, la ville de Sète souhaite :

- Poursuivre une mise à disposition à raison de 30% soit 10.5 heures hebdomadaires auprès de la Communauté du bassin de Thau et plus particulièrement auprès du service bâtiments infrastructures pour permettre notamment l'interface avec le prestataire DALKIA dans la cadre de la gestion des piscines à compter du 1er janvier 2017 et pour 1 an s'agissant de Monsieur Jean Louis MASSON Technicien principal de 1ère classe,
- Poursuivre une mise à disposition d'un fonctionnaire municipal auprès du **FC SETE 34**, Monsieur Emmanuel PRENGIEL, adjoint administratif territorial titulaire, en qualité de secrétaire comptable à compter du 1er janvier 2017 et pour 1 an,
- Poursuivre une mise à disposition d'un fonctionnaire municipal auprès de **VOILE FUN SETE** Monsieur Luc AYRAULT, adjoint territorial d'animation titulaire, en qualité de responsable technique à compter du 1er janvier 2017 et pour 1 an.

Les conditions de ces mises à dispositions sont précisées par convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil selon les projets joints. Les projets de renouvellement seront soumis à la CAP du 28 Avril 2017.

Ces mises à dispositions donneront toutes lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférents aux emplois concernés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de ces projets de mise à disposition et des conventions afférentes jointes en annexes,

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ces dossiers.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170315-D-2017-024-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-024

PERSONNEL

Objet : REGIE DES POMPES FUNEBRES - MODIFICATION DU CONTRAT DE RECRUTEMENT D'UN AGENT D'ACCUEIL

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 28 Novembre 2016 et compte tenu d'un départ en retraite d'un agent et de l'activité de la Régie, a été créé un emploi contractuel à durée indéterminée d'agent d'accueil funéraire au sein de la Régie Municipale des Pompes Funèbres.

Eu égard aux missions confiées, il est apparu nécessaire de modifier les caractéristiques de ce poste qui doit être classé en référence au niveau 2 position 1 de la grille conventionnelle de rémunération conformément aux conditions de recrutement prévues dans le cadre de la convention collective nationale des Pompes Funèbres du 1^{er} mars 1974, étendue par arrêté du 17 décembre 1993.

Le Conseil d'Exploitation de la Régie Municipale des Pompes funèbres a émis un avis favorable à cette proposition au bénéfice de Madame Elisabeth AMBROGGIANI, occupant cet emploi et dûment qualifiée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE

la modification de l'emploi précité d'agent d'accueil funéraire dont la rémunération sera portée à 19500.00€ brut annuel (niveau 2 – position 1 convention collective nationale des Pompes Funèbres) prime de fin d'année incluse, à compter du 1^{er} avril 2017,

AUTORISER


Monsieur le Sénateur-Maire ou l'élu délégué à signer tout document s'y rapportant, notamment le nouveau contrat à durée indéterminée,

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet aux budgets des pompes Funèbres & du Crématorium.
(chapitre 012 – charge de personnel et frais assimilés)

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-025

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

INTERCOMMUNALITE

Objet : COMPETENCE PLAN LOCAL D'URBANISME - OPPOSITION AU TRANSFERT AU NIVEAU INTERCOMMUNAL

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové n°2014-366 du 24 mars 2014 (dénommée loi ALUR) modifie dans son article 136 les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération.

Elle donne désormais aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Cette compétence sera effective à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'adoption de la loi pour les intercommunalités ne l'ayant pas déjà acquise, tout en permettant une exception dans le cas où au moins 25% des communes, représentant au moins 20% de la population, s'y oppose dans les trois mois précédant le terme du délai d'applicabilité.

Il en résulte que le transfert aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération de la compétence en matière de PLU interviendra le 27 mars 2017 sauf en cas d'opposition des communes dans les conditions exposées ci-dessus.

La ville de Sète a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 10 février 2014, au terme de plus de 10 ans de réflexion et d'élaboration, incluant des mises à jour pour prendre en compte les évolutions réglementaires et les dispositions des schémas et plans d'organisation et de programmation élaborés par ailleurs sur ce territoire (Schéma de Cohérence Territoriale, Plan de Déplacements Urbains, Plan de Prévention des Risques Inondation, Plan Local de l'Habitat, Plan Climat Territorial...).

Ce document a ainsi vocation à offrir à l'aménagement, l'organisation et l'urbanisation du territoire communal un cadre à la fois exhaustif et ouvert, garant de la protection et de la mise en valeur de son patrimoine naturel et bâti.

Sa mise en œuvre à la suite de son approbation, plus particulièrement lors de la pratique de l'instruction et du renseignement du public, a fait apparaître la nécessité de procéder à certains réajustements et mises à jour, afin d'améliorer encore l'efficacité de cet outil.

Une modification simplifiée n°1 a donc été approuvée le 3 novembre 2014 afin de procéder, dans un premier temps, à des réajustements ponctuels d'ordre matériel sans incidence sur la portée du document, à la mise à jour de certaines références réglementaires et à la prise en compte de certaines remarques des services de l'Etat.

Suite à la mise en œuvre de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) et aux nécessaires adaptations réglementaires qui en découlent, une modification n°1 a été approuvée par délibération du 15 décembre 2014.

Une modification n°2 a ensuite été approuvée le 23 mai 2016, principalement en vue de la simplification et de la rationalisation de la réglementation d'urbanisme sur le Mont Saint Clair, de l'adaptation de la réglementation aux projets d'aménagement en cours d'élaboration sur l'entrée Est (secteurs Nord, Sud et portuaire), ainsi que de diverses améliorations, mises à jour ou corrections mineures du règlement et des documents graphiques.

Enfin, considérant le rôle moteur de la ZAC Entrée Est secteur Sud dans le projet global de mutation de l'Entrée Est de Sète, et afin d'encourager la dynamique commerciale de cette centralité secondaire identifiée par le SCoT, une modification simplifiée n°2 a été approuvée par délibération du 28 novembre 2016. Celle-ci portait ainsi sur l'autorisation en secteur 2UB des constructions à usage de commerce d'une surface de plancher maximale de 3000 m², dont une surface de vente maximale de 1700 m², sans changer les surfaces constructibles dans la zone.

Compte tenu des éléments qui précèdent, démontrant le souci constant de la commune de disposer d'un document en adéquation avec la réalité du territoire et son cadre législatif et réglementaire, afin de servir au plus près l'intérêt de ses administrés, il convient de souligner l'intérêt qui s'attache à ce que la commune conserve sa compétence en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

En effet, si la commune s'est impliquée d'une manière volontariste dans le transfert vers Thau Agglo de la compétence « Aménagement de l'Espace », considérant que la politique foncière, le portage d'opérations d'aménagement sur les sites à enjeux du territoire et la mise en place d'outils de cartographie et d'information géographique, s'exercent avec plus de pertinence et d'efficacité sur un territoire plus élargi, celle-ci doit rester le gestionnaire et le garant de son territoire.

La commune souhaite donc conserver la compétence essentielle « urbanisme » qui lui permet de déterminer librement l'organisation de son cadre de vie, en fonction de ses spécificités locales, d'objectifs particuliers de préservation patrimoniale ou naturelle, et selon des formes urbaines qui peuvent différer d'une commune à l'autre.

Les documents intercommunaux de planification viennent par ailleurs compléter le volet urbanisme communal et sont pris en compte dans le PLU communal qui doit leur être compatible.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de s'opposer au transfert de la compétence PLU à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau ou à tout autre EPCI.

DECIDE de demander au Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, à de tout EPCI, de prendre acte de cette décision d'opposition.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services
 Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-026

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

URBANISME

**Objet : PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS DU THEATRE MUNICIPAL
"MOLIERE"**

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La ville de Sète a, par délibération du 27 juin 2016, arrêté son projet de révision de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager en Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Parallèlement à cette procédure et en application de l'article L.621-31 du Code du Patrimoine relatif aux abords des monuments historiques, l'Architecte des Bâtiments de France, chef de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault du l'Hérault (UDAP), propose à la commune de mettre en place une nouvelle délimitation du périmètre de protection des monuments autour du théâtre municipal « Molière », en remplacement du « périmètre de 500 mètres » généré systématiquement en application de l'article L 621-30 du Code du Patrimoine.

En effet, en application de l'article L 642-7 du même code, les effets de la servitude d'abords sont restaurés à l'extérieur de l'AVAP, ce qui a pour conséquence de faire dépasser des limites de l'AVAP le rayon de 500 mètres de protection autour du théâtre et d'intégrer des secteurs sur lesquels l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France n'a que peu d'importance.

L'étude réalisée par l'UDAP de l'Hérault s'appuie sur une analyse du contexte de l'élaboration de l'AVAP et du choix du tracé de son périmètre. Elle aboutit à la proposition de faire exactement concorder le périmètre délimité des abords du théâtre municipal « Molière » avec les limites de l'AVAP, en excluant en conséquence le secteur nord de la gare, considérant son impact très limité sur la qualité des abords du théâtre.

Le projet de périmètre délimité des abords étant instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision, ou à la modification d'un document d'urbanisme, l'enquête publique diligentée portera à la fois sur le document d'urbanisme (dans ce cas l'AVAP) et sur le projet de périmètre délimité des abords.

Le tracé du périmètre approuvé sera ensuite annexé au Plan Local d'Urbanisme dans les conditions prévues par l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords du théâtre municipal « Molière », tel que défini dans le dossier annexé à la présente délibération,

DECIDE que cette proposition sera soumise à enquête publique conjointement au projet d'Aire de mise en Valeur du Patrimoine Architectural

DECIDE qu'après éventuelles modifications suggérées commissaire enquêteur (décidées par l'ABF en concertation avec la commune), le Préfet arrêtera et notifiera l'arrêté de création des périmètres délimités à la commune

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170313-D-2017-027-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-027

URBANISME

Objet : MISE EN VALEUR DE LA FORET DES PIERRES BLANCHES - CONVENTION PARTENARIALE AVEC L'OFFICE NATIONAL DES FORETS POUR LA PERIODE 2016-2022 - ADOPTION DE LA CONVENTION PARTICULIERE D'APPLICATION POUR L'ANNEE 2017

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la mise en valeur de la forêt des Pierres Blanches, l'Office National des Forêts (O.N.F.) et la commune de Sète ont signé une convention partenariale, ayant pour objectif de définir les modalités de fonctionnement et d'intervention de chacune des parties dans leur globalité. D'une durée de sept ans, cette dernière a été adoptée par délibération du Conseil Municipal du 1^{er} février 2016.

Ainsi, dans le cadre de ce partenariat actif, une convention particulière d'application vient matérialiser et définir très précisément le programme annuel des actions à mener et le plan de financement prévoyant le montant de la subvention versée par la Commune à l'O.N.F.

Les travaux inscrits au programme d'action 2016 ont été réalisés dans leur intégralité pour un montant total de 22.500 € TTC :

- conception de deux radiers en caladage, côté piste Sud pour pallier les forts orages, coût estimé 12.000 € TTC,
- création d'une fenêtre de vision côté Lido depuis la table d'orientation, coût estimé 2.600 € TTC,
- réouverture de milieu sur la seconde partie des terrasses, côté Sud : coût estimé 2.300 € TTC,
- fourniture et pose de chicane côté « Petit Bois » pour limiter l'accès des deux roues : coût estimé 1.500 € TTC,
- arrachage et mise en déchetterie des plantes dites envahissantes, coût estimé 2.500 € TTC,
- enlèvement des blocs de béton et nettoyage des panneaux tagués et curage du fossé PMR, coût estimé : 1.600 € TTC.

Pour 2017, la convention d'application arrête le programme d'actions à mettre en œuvre, pour un montant total estimé à 22.500 € hors taxe, se décomposant comme suit :

- Sur l'aire de pique-nique de la forêt :
arrachage de pyracanthas et remplacement par des espèces méditerranéennes locales ;
élagage des vieux pins - coût estimé 5.300 € HT,
enlèvement des socles de bancs et plots béton ; retrait des trois corbeilles existantes et remplacement sur le modèle en bois exotique identiques au reste du site – coût estimé 3.200 € HT,
remodelage d'une terrasse à l'aide d'une mini-pelle pour sa stabilisation – coût estimé : 1.000 € HT,
- Extension de 35 ml du fossé de la piste PMR et pose d'un passage busé afin de limiter le ravinement - coût estimé 3.400 € HT,
- Reprofilage à la mini-pelle d'un accès à une table-banc pour permettre son accès au PMR et mise en place de rondins bois pour délimitation - coût estimé 3.700 € HT,
- Curage du fossé, nettoyage et remplacement de panneaux endommagés, dépressage de résineux, ouverture du point de vue, depuis la table d'orientation, côté étang par élagage de pins , abattage d'un cyprès dépérissant sur l'allée de la table d'orientation - coût estimé 4.500 € HT,
- Fourniture et mise en place de deux passages à gué en bois au dessus du fossé de la piste PMR - coût estimé 1.400 € HT,

La Commune de Sète attribue à l'O.N.F. une participation financière de 15.000 € HT, soit 18 000 € TTC correspondant à 67 % du montant total des travaux ; l'ONF assurera le financement complémentaire des travaux précités.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

les termes de la convention particulière d'application pour l'année 2017 de la convention partenariale entre l'O.N.F. et la Commune de Sète,

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,

DECIDE


que la dépense d'un montant de 18 000 € sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

NATURE : 204182 – FONCTION : 823 – SERVICE : JARDPAY

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services



Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-028

URBANISME

Objet : DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL POUR PRENDRE LA DECISION RELATIVE A LA DELIVRANCE D'UNE DECLARATION PREALABLE

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA, Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Monsieur le Maire est intéressé à titre personnel dans la délivrance d'une Déclaration Préalable (DP n° 034 301 16 70318) au profit de la POLYCLINIQUE SAINTE THERESE, dont il est le représentant, pour la pose de deux rangées de 10 capteurs panneaux solaires.

Conformément à l'article L.422-7 du Code de l'Urbanisme, lorsque le Maire est intéressé à un projet faisant l'objet d'une demande de déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal désigne un autre de ses membres pour prendre la décision.

L'assemblée est donc chargée de désigner un élu pour prendre toute décision relative à la délivrance de cette Déclaration Préalable, durant l'ensemble de cette procédure.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DECIDE

de ne pas se prononcer par vote à bulletin secret pour procéder à cette désignation.


DESIGNE

Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint, pour prendre la décision relative à la déclaration préalable DP n° 034 301 16 70318 ainsi qu'aux autres documents relatifs à ce dossier, durant l'ensemble de cette procédure.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services



Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170315-D-2017-029-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-029

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : MODIFICATION DES STATUTS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU
LANGUEDOC-ROUSSILLON - PROJET DE DECRET - AVIS DU CONSEIL
MUNICIPAL

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGES, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon a été créé par décret n° 2008-670 du 2 juillet 2008.

Conformément aux dispositions de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme, le rôle des établissements publics fonciers consiste à mettre en place des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et à favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain. Ces stratégies contribuent à la réalisation de logements, au développement des activités économiques, à la politique de protection contre les risques technologiques et naturels, ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Les établissements publics fonciers sont compétents pour réaliser toute acquisition foncière et immobilière dans le cadre de projets conduits par les personnes publiques et pour réaliser ou faire réaliser toutes les actions de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur, au sens de l'article L. 300-1, des biens fonciers ou immobiliers acquis. Ils peuvent aussi effectuer les études et travaux nécessaires à leur accomplissement et, le cas échéant, participer à leur financement.

Ces missions peuvent être réalisées par l'établissement public foncier soit pour son compte ou celui de l'Etat et de ses établissements publics, soit pour celui des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux. Pour les opérations passées pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics, ces conventions prévoient obligatoirement le rachat des biens dans un délai déterminé et, le cas échéant, la garantie de l'emprunt souscrit.

Dans le cadre de la grande région Occitanie, le préfet de Région a été sollicité par madame la ministre du Logement pour engager une étude d'opportunité quant au périmètre sur lequel il serait pertinent que l'EPF Languedoc-Roussillon puisse intervenir à l'avenir au sein de la nouvelle région et réfléchir aux modalités à mettre en œuvre pour assurer une bonne articulation entre les interventions de l'EPF étendu et celle des EPF locaux présents sur le territoire de la grande région Occitanie.

A l'issue d'une période de concertation avec les acteurs locaux, le projet de décret propose ainsi une extension du périmètre d'intervention de l'EPF, considérant que l'ensemble du territoire régional aurait bénéfice à accéder aux services d'un établissement public foncier, à l'exception des communes qui disposent d'un EPF local.

Les statuts de l'EPF Languedoc-Roussillon seront modifiés pour tenir compte de la fusion au 1^{er} janvier 2016 des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. Ainsi l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie sera compétent sur l'ensemble du territoire de la région, à l'exception des communes des départements de la Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn et Garonne dont la liste est annexée au projet. Son conseil d'administration verra le nombre de ses membres passer de 28 à 55 et son siège sera fixé à Montpellier.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET


un avis favorable sur le projet de décret modifiant le décret n°2008 portant création de l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon,

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

Secrétariat Général

ville de **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-030

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : CONVENTION FONCIERE SIGNEE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER
DU LANGUEDOC ROUSSILLON - OPERATION ILOT CARAUSSANE -
ACQUISITION FONCIERE

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par convention foncière signée le 21 octobre 2014, la ville de Sète a confié à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF LR) une mission d'acquisition foncière sur le secteur de l'îlot Carausane, en vue de réaliser une opération complexe de restructuration urbaine permettant l'alignement de la rue Carausane et la production de logements locatifs sociaux, dans le délai fixé par la convention PNRQAD.

Depuis, les trois acquisitions foncières possibles de manière amiable sur ce périmètre ont été réalisées par l'EPF LR (cf. l'état parcellaire ci-joint) pour un montant de 311 788,84 €, cohérent avec l'avis des domaines délivré le 26 janvier 2017.

ETAT PARCELLAIRE ACTUALISE- Liste des propriétaires
D.U.P d'Aménagement Caraussane - COMMUNE DE SETE

Numéro d'ordre	Commune	Cadastral					Propriétaire "Répondant" Souscrit dans la parcelle cadastrale	Caractéristiques des lots à acquiescer			Propriétaire(s) réel(s)	Origine de propriété
		Section	Numéro	Contenance cadastrale (m²)	Surface à acquiescer	Adresse de la parcelle		Surface	N° du lot	Fonction(s) de l'entreprise		
3	SETE	B1	100	B1	Totalité	Immeuble 8 rue de la LAFAYETTE	Mme SORIANO Patricia Yvonne Isabelle épouse LACHARRE Michel - Née le 21/07/1961 à SETE 11 allée Adrienne Bolland - 69960 COMBAS	Appartement	3	600/1000	Mme SORIANO Patricia Yvonne Isabelle épouse LACHARRE Michel - Née le 21/07/1961 à SETE 11 allée Adrienne Bolland - 69960 COMBAS	Acte de vente public et enregistré le 18/05/2008 à la conservation des hypothèques de Montpellier - 3ème bureau Volume 20287 n°3112
							Mme SORIANO Patricia Yvonne Isabelle épouse LACHARRE Michel - Née le 21/07/1961 à SETE 11 allée Adrienne Bolland - 69960 COMBAS	Garage	3	100/1000	Mme SORIANO Patricia Yvonne Isabelle épouse LACHARRE Michel - Née le 21/07/1961 à SETE 11 allée Adrienne Bolland - 69960 COMBAS	Acte de vente public et enregistré le 18/05/2008 à la conservation des hypothèques de Montpellier - 3ème bureau Volume 20287 n°3112
							M. E. KAZIM Boudjir Né le 08/06/1963 au MAROC Rd, "Le Chateau Vert" - 27 Boulevard Chevalier de Cerville - 34200 SETE Mme E. ABELLOU Monique épouse KAZIM Boudjir - Née le 01/06/1948 au MAROC Rd, "Le Chateau Vert" - 27 Boulevard Chevalier de Cerville - 34200 SETE	Studio	8	245/1000	M. E. KAZIM Boudjir Né le 08/06/1963 au MAROC Rd, "Le Chateau Vert" - 27 Boulevard Chevalier de Cerville - 34200 SETE Mme E. ABELLOU Monique épouse KAZIM Boudjir - Née le 01/06/1948 au MAROC Rd, "Le Chateau Vert" - 27 Boulevard Chevalier de Cerville - 34200 SETE	Acte de vente public et enregistré le 09/05/2008 à la conservation des hypothèques de Montpellier - 3ème bureau Volume 20287 n°3112

ETAT PARCELLAIRE ACTUALISE- Liste des propriétaires
D.U.P d'Aménagement Carausanne - COMMUNE DE SETE

Numéro d'ordre	Commune	Cadastral					Propriétaires "Répondre" (inscrits dans le même cadastre)	Obligations des lots à acquiescer			Propriétaires réels	Origine de propriété
		Section	Numéro	Contenance cadastrale (m²)	Surface à acquiescer	Adresse de la parcelle		Nature	N° de lot	Contenance de superficie		
11	SETE	AP	93	133	Totalité	immeuble 43 rue de la Carausanne	M. MAGRENT Michel Jean Claude né le 12/05/1948 à NÎMES La Combe - 74540 CHAPERAY USUFRUIT Mme PERLE Sabine épouse GUTHO - Née le 24/11/1932 à SETE 3 rue du Génie - 34100 SETE M. GONZALEZ né le 14/07/1932 en ALGERIE né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE M. GIMENO Joseph né le 28/01/1954 à SETE 45 rue Garreau - 34200 SETE	Appartement	3	185/1000	M. MAGRENT Michel Jean Claude né le 12/05/1948 à NÎMES La Combe - 74540 CHAPERAY	Acte de vente publié et enregistré le 30/04/2008 à la conservation des hypothèques de Montpellier - 2ème bureau Volume : 30289 p 1014
							M. DEFOSSÉ Paul Robert né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE	Appartement	2	185/1000	M. DEFOSSÉ Paul Robert né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE	Acte de vente publié et enregistré le 19/01/1979 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume : 434 p 49
							M. MAGRENT Michel Jean Claude né le 12/05/1948 à NÎMES La Combe - 74540 CHAPERAY	Appartement	5	195/1000	M. MAGRENT Michel Jean Claude né le 12/05/1948 à NÎMES La Combe - 74540 CHAPERAY	Acte de vente publié et enregistré le 7/06/1967 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume : 3892 p 1024
							M. DEFOSSÉ Paul Robert né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE	Appartement	4	185/1000	M. DEFOSSÉ Paul Robert né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE	Acte de vente publié et enregistré le 19/01/1979 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume : 434 p 49
							M. DEFOSSÉ Paul Robert né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE	Appartement	5	195/1000	M. DEFOSSÉ Paul Robert né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE	Acte de vente publié et enregistré le 4/12/1985 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume : 513 p 101
							M. DEFOSSÉ Paul Robert né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE	Appartement	6	115/1000	M. DEFOSSÉ Paul Robert né le 14/07/1932 en ALGERIE 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE Mme GINIA Maria Irène épouse DEFOSSÉ Paul - Née le 13/02/1945 au Portugal 49 rue Louis Blanc - 34200 SETE	Acte de vente publié et enregistré le 06/01/1979 à la conservation des hypothèques de Montpellier - 2ème bureau Volume : 434 p 49

ETAT PARCELLAIRE ACTUALISE- Liste des propriétaires
D.U.P d'Aménagement Caraussane - COMMUNE DE SETE

Numéro d'ordre	Commune	Section	Numéro	Cadastré			Propriétaires "Présentés" (Numéro dans le tableau récapitulatif)	Marginal des lots à inscrire			Propriétaires (4940)	Légende de propriété
				Contenance cadastrée (m²)	Surface à inscrire	Subdivisions de la parcelle		Nature	N° de lot	Titre de propriété		
6	SETE	AP	96	760	Total 16	Immeuble 16 rue de la Caraussane	Mme COMBES Catherine Yvonne Lucienne Louise Née le 15/02/1919 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE	Appartement	3	1/3	Mme COMBES Catherine Yvonne Lucienne Louise Née le 15/02/1919 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE	Acte de vente au dit enregistrement le 02/01/1958 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume 139 p 15 1563
							USUFRUIT Mme FOURNIER Hélène Antoinette Lucienne épouse PRAT - Née le 28/11/1928 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE NU PROPRIETE M PRAT Claude Jean Henri Né le 26/06/1951 à SETE 271 rue Archimède - 34130 MAUGUANO	Appartement	5	2/3	Mme FOURNIER Hélène Antoinette épouse PRAT - Née le 28/11/1928 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE M PRAT Claude Jean Henri Né le 26/06/1951 à SETE 271 rue Archimède - 34130 MAUGUANO	Acte de vente au dit enregistrement le 02/01/1958 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume 139 p 15 1563
							USUFRUIT M VINCI Georges Raymond né le 02/08/1942 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE Mme CALVEY Marie-Louise Marie Laure épouse VINCI Georges - Née le 02/08/1942 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE NU PROPRIETE Mme VINCI Sabine Thérèse Alice Née le 02/07/1965 à SETE 7 rue Honoré Luret - 34200 SETE	Appartement	6	1/3	M VINCI Georges Raymond né le 02/08/1942 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE Mme CALVEY Marie-Louise Marie Laure épouse VINCI Georges - Née le 02/08/1942 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE NU PROPRIETE Mme VINCI Sabine Thérèse Alice Née le 02/07/1965 à SETE 7 rue Honoré Luret - 34200 SETE	Acte de vente au dit enregistrement le 07/11/1990 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume 96 p 15 1567
7	SETE	AP	95	51	Total 16	16 b rue de la Caraussane	USUFRUIT Mme FOURNIER Hélène Antoinette Lucienne épouse PRAT - Née le 28/11/1928 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE NU PROPRIETE M PRAT Claude Jean Henri Né le 26/06/1951 à SETE 271 rue Archimède - 34130 MAUGUANO	Garage			Mme FOURNIER Hélène Antoinette Lucienne épouse PRAT - Née le 28/11/1928 à SETE 16 rue de la Caraussane - 34200 SETE M PRAT Claude Jean Henri Né le 26/06/1951 à SETE 271 rue Archimède - 34130 MAUGUANO	Acte de vente au dit enregistrement le 02/01/1958 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume 139 p 15 1563
8	SETE	AP	413	41	Total 16	20 b rue de la Caraussane	SARLU "TERRE ET TOIT" N° SIREN 43854555 240 chemin de la Magère - 34200 SETE	Soi			SARLU "TERRE ET TOIT" N° SIREN 43854555 240 chemin de la Magère - 34200 SETE	Acte de vente au dit enregistrement le 27/12/1952 à la conservation des hypothèques de Montpellier - Volume 139 p 15 1563

Elles doivent faire aujourd'hui l'objet d'une cession globale à la ville suite à sa demande expresse du 14 décembre 2016, et après avoir consulté le service des Domaines, afin de pouvoir entrer dans la phase opérationnelle de l'aménagement de la rue Caraussane.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

l'acquisition des biens immobiliers suivants pour un montant de 311788,84€ :
- lot 2 - du 16 rue de la Caraussane (parcelle cadastrée AP 96),
- lot 3 - sis 16 rue de la Caraussane (parcelle cadastrée AP96),
- lot 4 - sis 8 rue de la Caraussane (parcelle cadastrée AP100).

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tout document ou acte concernant cette affaire,

AUTORISE

Le Trésorier municipal à faire la dépense au moment venu sous l'imputation :
Nature 2115 – Fonction 820 – Service URBA – Opération 11001.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services



Pierre BIASCAMANO

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-031

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : DEMOLITION DES LOCAUX DU SITE DE L'ANCIENNE CASERNE POUR
REALISER UN DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE PREVENTIF - CONVENTION
AVEC LA SOCIETE IDEOM

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du conseil municipal D-2016-043 en date du 29 mars 2016, les parcelles constituant le terrain d'assiette de l'ancien centre de secours ont fait l'objet d'une désaffectation et d'un déclassement du Domaine Public Communal.

A la suite d'une consultation, le conseil municipal a approuvé, par délibération D-2016-076 du 23 mai 2016, la cession du bien sus cité, à la société IDEOM.

Un permis de démolir (n° PD 034 301 16 70008) et un permis de construire (n° PC 034 301 16 70014) ont été par la suite déposés par les sociétés HELENIS, AMETIS (non partie aux présentes) et IDEOM, respectivement accordés les 7 juillet et 5 décembre 2016.

Ledit permis de construire a été délivré notamment au terme d'un avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles – Pôle Patrimoine / Service régional de l'archéologie, avec prescription imposant un diagnostic archéologique préventif (par arrêté préfectoral n° 16/362-11/11061 du 2 décembre 2016).

Afin de permettre la réalisation de ce diagnostic archéologique préventif, préalablement à l'acquisition du bien par la société IDEOM, il est nécessaire de procéder à la démolition des constructions actuellement édifiées sur le Bien, dont la présente convention définit les conditions d'exécutions et les engagements respectifs des deux parties.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE les termes de la présente convention,

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer la présente convention ainsi que tout document ou acte concernant cette affaire.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20170315-D-2017-032-DE
Date de télétransmission : 15/03/2017
Date de réception préfecture : 15/03/2017

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-032

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : ABATTEMENT SUR LE MONTANT DES CONSOMMATIONS DUES PAR LES BENEFICIAIRES DE LOGEMENTS DE FONCTION POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Le décret du 9 Mai 2012 (n° 2012-752) et l'arrêté du 22 Janvier 2013 ont modifié le cadre juridique applicable aux logements de fonction (par nécessité de service et par utilité de service).

Ce nouveau régime dispose que le bénéficiaire du logement « supporte l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement qu'il occupe, déterminées conformément à la législation relative aux loyers des locaux à usage d'habitation ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux ».

Dans la liste des charges locatives précisées par le décret n° 87-712 du 26 Août 1987 figurent les fluides : eau, gaz et électricité.

Le décret n° 2013-651 du 19 Juillet 2013 ayant porté la date limite de la période transitoire de mise en conformité au 1er Septembre 2015 et non plus au 1er Septembre 2013, il a été décidé de faire bénéficier les agents concernés de ce délai supplémentaire.

Dans sa séance du 22 Juin 2015, le Conseil Municipal a adopté la délibération n° D-2015-106 qui fixe la liste des emplois auxquels est attaché un logement de fonction.

Les arrêtés de concession de logement de fonction par nécessité absolue de service intégrant les nouvelles dispositions ont été pris.

L'installation des équipements nécessaires au relevé des index dans les logements concernés n'a pu être finalisée qu'en Mai dernier au vu des situations spécifiques rencontrées.

Dès lors, le montant des consommations a pu être calculé par logement selon le tableau ci-dessous. L'ensemble des consommations, tous fluides confondus pour la période représente la somme de 9657,20€.

Logement attribué	Fluides concernés	Consommations du 01/09/15 au 22/11/2016	Total des sommes dues après abattement
Bains Douches Place Stalingrad - M. et Mme Morales	Eau - Electricité - Gaz	1 498,40 €	749,00 €
Gymnase FERRARI Rue Baudin - M. Bailleul	Eau - Electricité - Gaz	1 458,33 €	729,00 €
Centre Maurice CLAVEL Rue M. CLAVEL - M. Maaroufi	Eau - Electricité - Gaz	1 305,58 €	653,00 €
Stade René LLENSE Av Jean Mermoz - M. Munoz	Eau - Electricité	1 697,65 €	849,00 €
Centre BIASCAMANO Boulevard J. Curie - M. Serpinet	Eau - Electricité - Gaz	1 566,64 €	783,00 €
Centre Sportif du LIDO Rue du Dauphiné - M. Moreno	Eau - Electricité	1 023,26 €	512,00 €
Stade Louis MICHEL - M. Santiago Départ du logement le 12/02/16	Eau - Electricité	357,39 €	179,00 €
Stade Louis MICHEL - M. Arnau Entrée dans le logement le 22/02/16	Eau - Electricité	437,79 €	219,00 €
MAISON VIE ASSOCIATIVE La pierrerie - Mme Houtmann Entrée dans le logement le 01/07/16	Eau - Electricité	312,16 €	156,00 €
	TOTAL	9 657,20 €	4 829,00 €

Cependant en raison de l'importance de la période facturée (1er Septembre 2015 au 22 Novembre 2016) et du montant élevé des sommes dues par chaque occupant, il serait souhaitable dans un souci d'équité de décider d'un abattement de moitié et ce à titre exceptionnel.

Le montant du 9657,20€ serait ramené à la somme de 4829€.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le principe d'un abattement de 50% sur le montant des consommations dues par les bénéficiaires des logements de fonction pour la période du 1er Septembre au 22 Novembre 2016,

Autorise Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant signer tous les documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,

DECIDE de procéder à la réduction des titres de recette antérieurs,

Autorise Le Trésorier est autorisé à faire recette le moment venu sous l'imputation suivante :
Nature : 70388 Fonction : 020 Service : GPAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 13 MARS 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-033

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : ACTION FONCIERE - BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS ANNEE 2016

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions de l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il vous est proposé de vous prononcer sur le bilan de l'action foncière de la Ville pour l'année 2016.

Les transactions à prendre en compte sont celles pour lesquelles un accord est intervenu au cours de l'année considérée. Il n'est pas tenu compte de la date de signature ou de la date de paiement du prix au cours de l'année.

ACQUISITIONS

Référence cadastrale	Nom du vendeur	Adresse	Superficie (m²)	Montant
BN 12, BN 360 et BN 405	ETAT	Montée des Pierres Blanches	685	1 €
AS 248	ETAT	Chemin de St Clair	2096	1 €
AX 209	MSC PROMOTION	Chemin Croix de Marcenac	219	8 436 €
BI 543	Mme FRANCES et M. CHANES-ISTACIO	Rue des Pinsons	37	1 480 €
BI 545	Mme MAGLIOCCA et M. BENKRADIDJA	Rue des Pinsons	45	1 800 €
BI 192	Mme Arlette BOZEK	Rue des Pinsons	82	3 280 €

CESSIONS

Référence cadastrale	Nom de l'acquéreur	Adresse	Superficie	Montant
AM 341	Mme Josiane LONIGRO	Maison d'habitation – ST-PIERRE-DE-CHARTREUSE	Parcelle 1582 Bâti 322	162 000 €
F 510, 511, 512, 513, 514, 1109 et 1110	SAFER Rhône-Alpes	Lieu-dit « le Sapey » à UGINE	14ha 59a 10ca	32 000 €
BC 8 et 16	Société IDEOM	Ancienne caserne des pompiers – Boulevard Camille Blanc	4854	2 000 000€
AE 48 et AE 54	THAU AGGLO	Quai des Moulins	Parcelles 5606 Bâti 4634	1 €
Pas encore cadastrée	M. Josian SABATIER	Promenade Louis Vaillé – La Pointe Courte	6	300 €
AN 452	M. et Mme HEINRICH	Impasse du Souras Haut	182	15 500 €
BL 478 – Délaisse au droit parcelle	Mme MARCHAL	4 rue des Reflets	4	480 €
BL 589 et BL 590	M. et Mme GRISTI	Impasse des Embruns	61	7 320 €

Nous vous proposons de prendre acte du bilan de l'action foncière pour l'année 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE


du bilan des acquisitions et des cessions réalisées par la Ville au cours de l'année 2016,

AUTORISE

Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pierre BIASCAMANO

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.